

PROJET 6a :
CONNAISSANCES EN MATIÈRE D'INNOVATION
**Investissement en capital
dans la transformation
alimentaire canadienne**

**Douglas Hedley
et l'ICPA**

Mai 2014

À propos du Programme de recherche des aliments transformés de l'ICPA

La transformation des aliments et des boissons est l'un des plus grands secteurs manufacturier du pays et un conduit essentiel pour les denrées agricoles canadiennes. Certaines compagnies y prospèrent, mais le secteur est confronté à des défis, plus particulièrement, un déficit record de la balance commerciale dans la transformation secondaire. En étroite collaboration avec une variété de partenaires, L'ICPA concentre sa recherche sur une meilleure compréhension des enjeux et des perspectives d'avenir du secteur et leurs implications sur la politique et la stratégie et ainsi amorce un dialogue sur les possibilités et les choix garantis pour une croissance et une plus grande compétitivité.

Projet 6a : Il faut de l'investissement pour être concurrentiel et soutenir la quête d'innovation. Le présent rapport analyse les tendances de l'investissement en transformation alimentaire, à la fois positives et négatives, ainsi que la nature de cet investissement en termes d'investissement direct étranger ici au Canada et d'investissement canadien direct à l'étranger. Le rapport fait aussi état des implications de ces changements en termes de l'évolution de la balance commerciale en transformation alimentaire secondaire.

ÉTAPE 1 Diagnostic du problème	ÉTAPE 2 Pratiques inspirantes	ÉTAPE 3 Avantage concurrentiel
1a. Diagnostic du déficit commercial 1b. Raisons pour le déficit commercial 2. Expliquer le déficit commercial 3a. Performance fabrication d'aliments 3b. Ouvertures des usines, fermetures et investissements	4a. Études de cas des attributs de réussite 4b. Analyse comparée des études de cas 5. Consommateurs et marchés 6a. Investissement en capital 6b. Talents, compétences et effectifs 6c. Innovation et aliments hors grade	7. Conclusions 8. Implications politiques et stratégiques 9. Dialogue sur les résultats

Tous les projets complétés, ainsi que du matériel et données à l'appui, peuvent être trouvés en ligne à capi-icpa.ca.



Telephone: 613-232-8008
or toll-free 1-866-534-7593

www.capi-icpa.ca
info@capi-icpa.ca

David McInnes, President & CEO: mcinnesd@capi-icpa.ca
Daniel Yeon, Vice-President, Operations: yeond@capi-icpa.ca

Le financement de base fourni par Agriculture et Agroalimentaire Canada. Une liste complète des supporteurs et collaborateurs est disponible sur notre site web: capi-icpa.ca



Introduction

À la fin de 2012, l'ICPA a publié une étude révélant la détérioration de la balance commerciale du secteur de la transformation alimentaire canadien.¹ En résumé, le déficit commercial a été relativement stable à environ \$1 milliard de 1990 à 2004, puis il est rapidement passé à \$6,8 milliards à la fin de 2013.

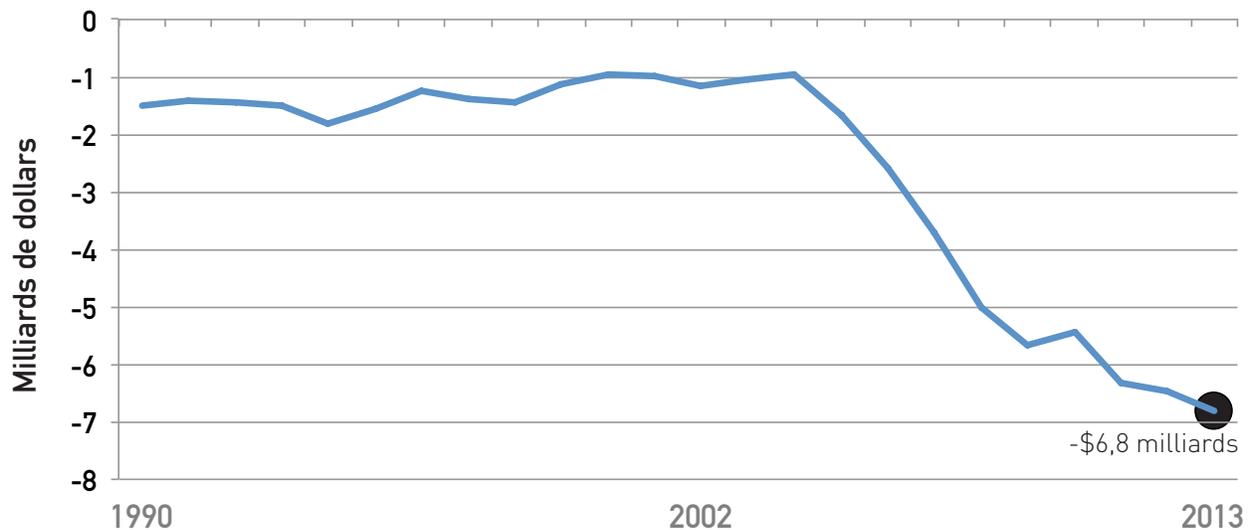


Figure 1. Chute de la balance commerciale en transformation des aliments et boissons.

L'étude avançait cinq hypothèses sur les causes possibles de cette chute rapide de la balance commerciale. L'une d'elle était le déclin de l'investissement en capital et du capital-actions net au cours des quelques années précédentes. Le présent rapport décrit plus en détail l'évolution du capital-actions net et de l'investissement en capital, ainsi que l'investissement direct étranger (IDE) au Canada et l'investissement canadien direct (ICE) à l'étranger.²

En comparant l'évolution de la balance commerciale à celle de l'investissement net, on peut noter que le déficit de \$1 milliard du secteur de la transformation alimentaire coïncide avec la période d'investissement net positif (investissement moins amortissement) en machines et matériel (M&M). Le déclin rapide subséquent de la balance commerciale a suivi l'évolution de l'investissement net négatif en M&M sur une période de 10 ans. L'investissement net positif en M&M au cours des 3 dernières années pourrait possiblement servir à stabiliser le déficit commercial. Cependant, la détérioration constante de l'investissement net en bâtiments pourrait fort bien éliminer une telle possibilité. L'investissement net en bâtiments de 1992 à 2012 n'a cessé de se détériorer pendant toute la période, sauf pour deux années.

1. *La situation du secteur canadien des aliments transformés : Balance commerciale*, D. Hedley et l'ICPA, 2012.

2. L'appendice renferme des tableaux détaillés et des interprétations des investissements en capital IDE et ICE, capital-actions et dépréciation.

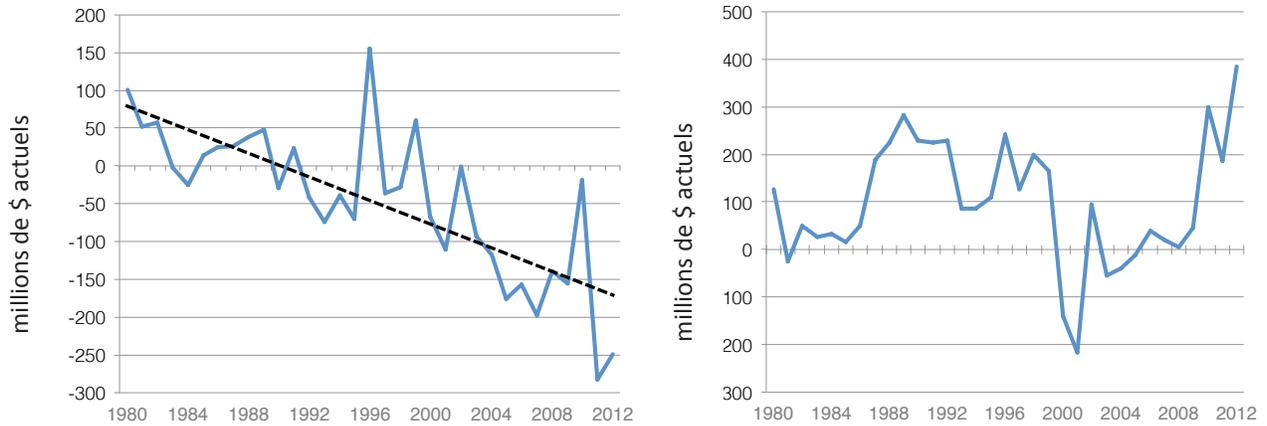


Figure 2a. Investissement net en bâtiments.

b. Investissement net en M&M.

Somme toute, l'on ne peut que présumer des implications des tendances d'investissement et des IDE/ICE. Comme point de départ, l'ensemble de ces données révèle que petites et grandes entreprises au Canada font l'objet d'acquisitions au moyen de IDE qui résultent en des mises à niveau des M&M et de la technologie dans les usines. Les entreprises canadiennes investissent à l'étranger plutôt que d'avoir recours au Canada comme plateforme d'exportation vers les marchés éloignés. L'investissement en des projets d'expansion entièrement nouveaux (green field expansion) au Canada semble s'être arrêté, qu'il s'agisse d'IDE ou d'investissement d'entreprises canadiennes.

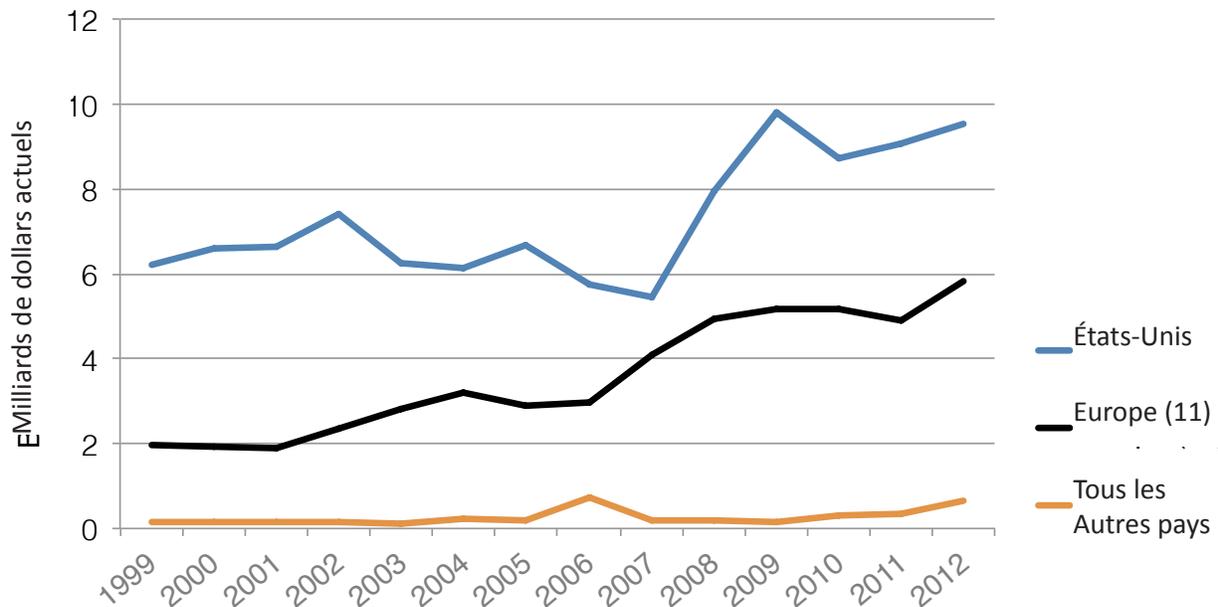


Figure 3. Investissement direct étranger (IDE) dans l'industrie canadienne de la transformation alimentaire.

L'IDE dans l'industrie canadienne de la transformation alimentaire se chiffre à \$16 milliards, et les USA et l'UE en sont de loin les plus importants investisseurs. L'absence de croissance du capital-actions dans l'industrie laisse supposer qu'une part croissante de l'industrie canadienne est détenue ou contrôlée par des firmes étrangères établies à l'extérieur du pays.

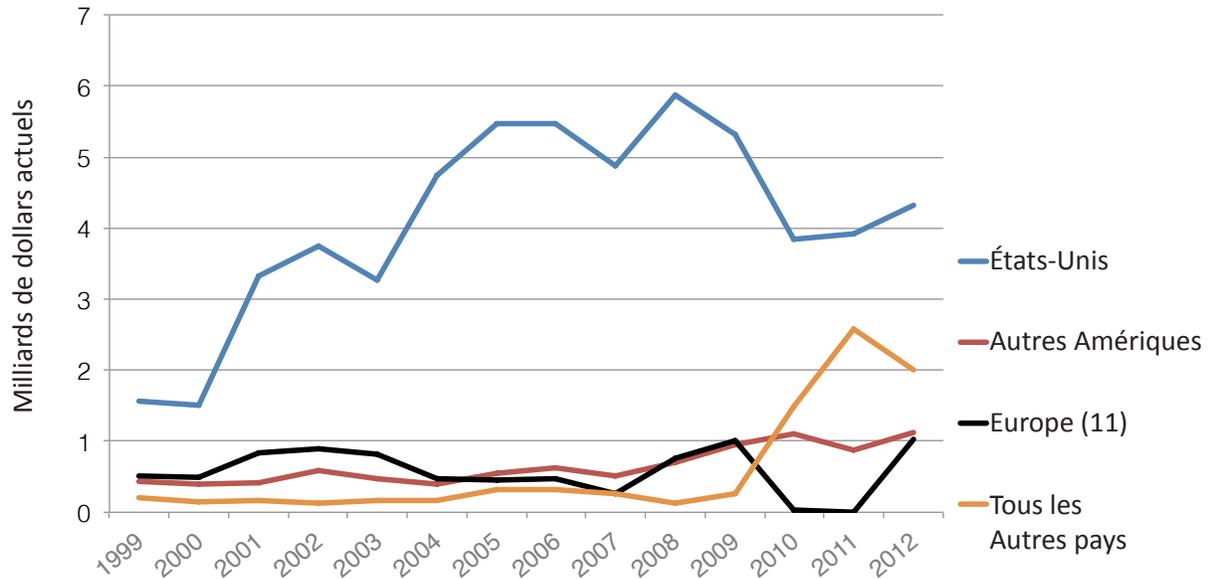


Figure 4. Investissement canadien direct à l'étranger (ICE), fabrication alimentaire.

L'investissement canadien direct à l'étranger (ICE) en transformation alimentaire est passé de moins de \$3 milliards à plus de \$8 milliards de 1999 à 2012. Bien que les USA soit l'endroit de prédilection des ICE, cette part de l'ICE est en baisse depuis 2009, alors qu'il y a hausse dans d'autres pays d'Amérique et dans tous les autres pays.

Il faut préciser qu'une comparaison des volumes d'IDE et du capital-actions au Canada révèle qu'une part croissante des actifs de l'industrie canadienne est détenue ou contrôlée par des firmes étrangères. Si l'on inclut l'investissement en M&M et en bâtiments, l'on ne peut que conclure qu'au final, les usines canadiennes sont acquises et mises à niveau (plutôt que par la voie d'investissements dans des projets d'expansion entièrement nouveaux) au moyen de la technologie incluse dans le capital-actions IDE détenu par les firmes étrangères. De même, les firmes canadiennes investissent davantage à l'étranger au delà des USA en utilisant la technologie incluse à même leur capital.

On constate aussi que l'investissement annuel en capital en M&M est stable de 2003 à 2008 et, qu'à part d'infimes variations, a peu changé de la fin des années 90 jusqu'en 2008. Après 2008, il s'est mis à croître. Le capital-actions amorti en M&M a chuté de 1999 à 2007 bien qu'il ait marqué une forte tendance à la hausse au cours des deux décennies précédentes. À partir de 2008, une lente remontée du capital-actions en M&M s'est amorcée, quoique son taux de croissance n'ait pas encore atteint celui des deux décennies antérieures à 1999. À supposer que l'industrie puisse soutenir et augmenter sa croissance en capitaux en M&M au cours des prochaines années, tout en stoppant le déclin du capital-actions net en bâtiments, elle pourrait être en mesure de redresser la situation du déficit commercial.

Vu le potentiel d'une augmentation de l'investissement dans l'industrie, la politique du gouvernement fédéral visant à créer un environnement propice aux affaires pourrait servir à soutenir un investissement plus important devant permettre à l'industrie de croître et d'être davantage concurrentielle.

Le programme Agri-innovation peut fournir l'attrait et l'aide nécessaires à de nouveaux investissements de la part de firmes canadiennes. Il serait tout aussi important de maintenir le programme de déduction pour amortissement accéléré pour maintenir cet environnement du secteur propice aux affaires au cours des prochaines années.

Des détails plus précis sur les tendances et les données figurent en appendice.

Quelques observations

En comparant les balances commerciales aux tendances de l'investissement net, le déficit stable en transformation des aliments d'environ \$1 milliard coïncide avec la période d'investissement net positif en M&M. L'investissement net en M&M s'est mis à chuter à la fin des années 90, et après un décalage de quelques années, est passé en hausse en 2004. Le déclin de la balance commerciale reflétait sans doute le recul de l'investissement net en M&M pendant 10 ans. L'investissement net positif en M&M au cours des 3 dernières années pourrait arriver à stabiliser le déficit commercial après un décalage de quelques années, bien que la détérioration de l'investissement net en bâtiments pourrait fort bien éliminer une telle possibilité.

Somme toute, l'on ne peut que présumer des implications des tendances d'investissement et des IDE/ICE. Comme point de départ, l'ensemble de ces données révèle que petites et grandes entreprises au Canada font l'objet d'acquisitions au moyen de IDE qui résultent en des mises à niveau des M&M et de la technologie dans les usines. Les entreprises canadiennes investissent à l'étranger plutôt que d'avoir recours à une plateforme canadienne d'exportation vers les marchés éloignés. En outre, les firmes canadiennes diversifient leurs investissements à l'étranger et privilégient davantage d'autre pays plutôt que les USA, comme c'était le cas auparavant. L'investissement en des projets d'expansion entièrement nouveaux (green field expansion) au Canada semble s'être arrêté, qu'il s'agisse d'IDE ou d'investissement d'entreprises canadiennes, comme le démontre le déclin du capital-actions net amorti en bâtiments.

Il faut préciser qu'une comparaison des volumes d'IDE et du capital-actions au Canada révèle qu'une part croissante des actifs de l'industrie canadienne est détenue ou contrôlée par des firmes étrangères. Si l'on inclut l'investissement en M&M et en bâtiments, l'on ne peut que conclure qu'au final, les usines canadiennes sont acquises et mises à niveau (plutôt que par la voie d'investissements dans des projets d'expansion entièrement nouveaux) au moyen de la technologie incluse dans le capital-actions IDE détenu par les firmes étrangères. De même, les firmes canadiennes investissent davantage à l'étranger au delà des USA en utilisant la technologie incluse à même leur capital.

Une comparaison des tableaux 14, 16 et 17 révèle que l'investissement en capital annuel en M&M était stable de 2003 à 2008 et, à quelques variations près, était sensiblement le même de la fin des années 90 jusqu'en 2008. Il s'est mis à croître au cours des années suivantes. Le capital-actions amorti en M&M était en baisse de 1999 à 2007 malgré une forte tendance haussière soutenue au cours des deux décennies précédentes. À partir de 2008, le capital-actions net en M&M connut une lente remontée, bien que son taux de croissance n'ait pas encore égalé celui des deux décennies précédentes. Si l'industrie arrivait à soutenir et accroître son capital-actions net en M&M au cours des années à venir et à stopper le déclin en capital-actions net en bâtiments, ces deux éléments serviraient à renverser la tendance d'un déficit commercial croissant.

Appendice

Investissement en capital dans la transformation alimentaire canadienne : Observations détaillée

Les notes suivantes fournissent plus de détails sur les tendances en matière d'Investissement direct étranger (IDE) et d'investissement canadien direct à l'étranger (ICE), ainsi que sur l'investissement, le capital-actions et l'amortissement dans l'industrie canadienne de la transformation alimentaire.

1. Investissement canadien direct à l'étranger (ICE)

De 1999 à 2012, l'ICE en fabrication alimentaire (FA) est passé graduellement de \$2,7 à \$8,5 milliards tel qu'illustré au Figure A1. Un peu plus de la moitié de l'ICE (\$4,3 milliards) est aux USA en 2012, une baisse par rapport au sommet de \$5,9 milliards atteint en 2008 (Figure A2). En général, l'ICE aux USA a beaucoup cru de 1999 à 2008, passant de \$1,6 milliards à \$5,9 milliards, et il a quelque peu décliné récemment. La 2e destination en importance est Autres Amérique, passant d'environ \$0,5 milliard à plus de \$1 milliard en 2012. Due aux règles de confidentialité canadienne, il n'est pas possible de publier les données de 2011 pour l'Europe. Sous figure A2, la valeur pour 2011 est mise à \$1 et inclut la valeur actuelle pour 2012.

Les données pour Tous les Autres Pays de l'ICE, calculées sans les résultats des USA, UE et Autres Amérique, passant d'un niveau très bas en 2009 à \$2 milliards en 2012,³ sont d'un intérêt particulier. De toute évidence, les firmes canadiennes investissent dans d'autres pays au détriment des USA.

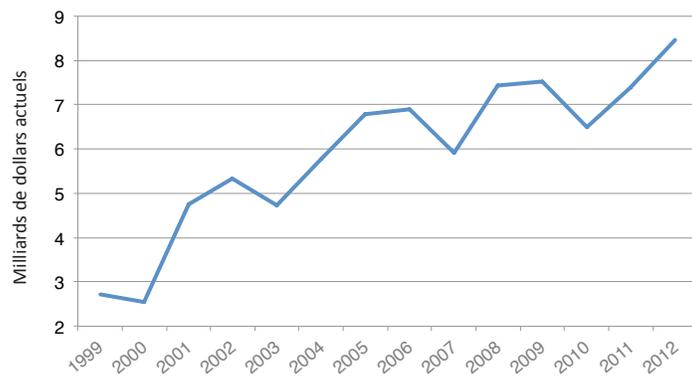


Figure A1. Investissement canadien à l'étranger (ICE), fabrication alimentaire, tous les pays (SCIAN 311).

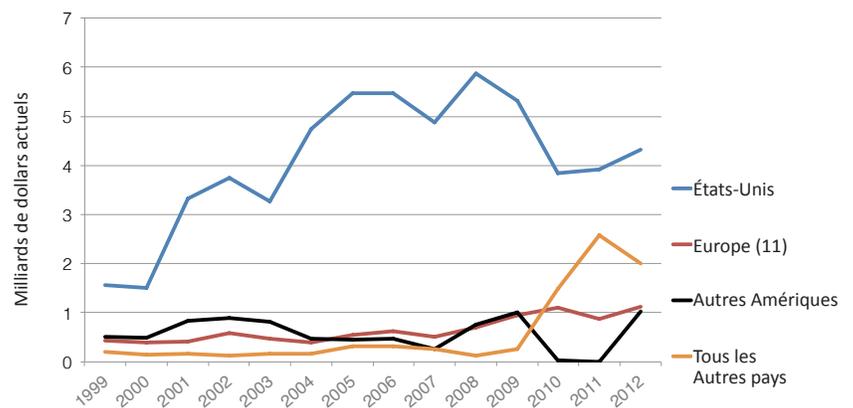


Figure A2. Investissement canadien direct à l'étranger, par régions, fabrication alimentaire (SCIAN 311).

3. Puisque l'ICE pour l'Europe de 2011 n'est pas disponible, la ligne Tous les Autres Pays inclut le montant pour l'Europe en 2011, mais n'inclut pas l'Europe pour 2012. L'évolution rapide en ICE dans Tous les Autres Pays des dernières années est remarquable, même si l'on ajoute 1 milliard de \$ pour l'Europe.

Le figure A3 illustre la part de l'ICE en (FA) par rapport à l'ICE pour l'ensemble de l'industrie manufacturière (EIM) et toutes industries confondues (TIC). L'ICE en FA comparé à l'ICE en EIM a connu une hausse fulgurante, passant de moins de 3% à plus de 12% sur une période de 14 ans. Toutefois, l'ICE en FA est demeuré constant à environ 1% de l'ICE en TIC.

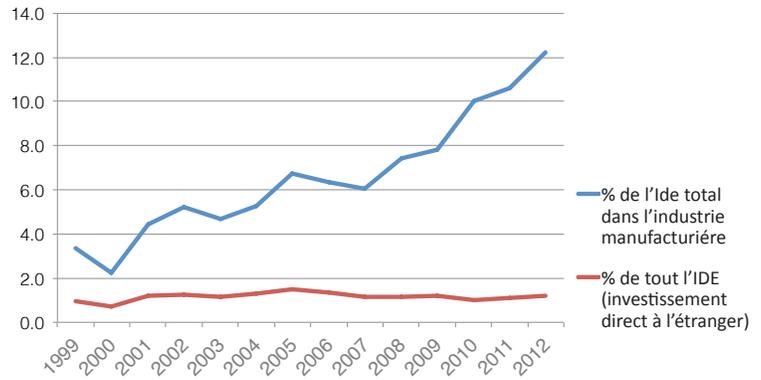


Figure A3. Part en % de l'ICE en fabrication alimentaire par rapport à l'ICE pour l'ensemble de l'industrie manufacturière et toutes industries confondues.

2. Investissement direct étranger (IDE)

L'IDE en FA était à \$8,4 milliards en 1999 pour passer lentement à \$9,8 milliards en 2007, puis ensuite connaître une forte hausse dans les \$14 à \$16 milliards de 2009 à 2012 (Figure A4). Une vaste majorité de l'IDE provenait des USA et de l'UE. Tous les Autres Pays représentaient moins de \$0,6 milliards sur toute la période.

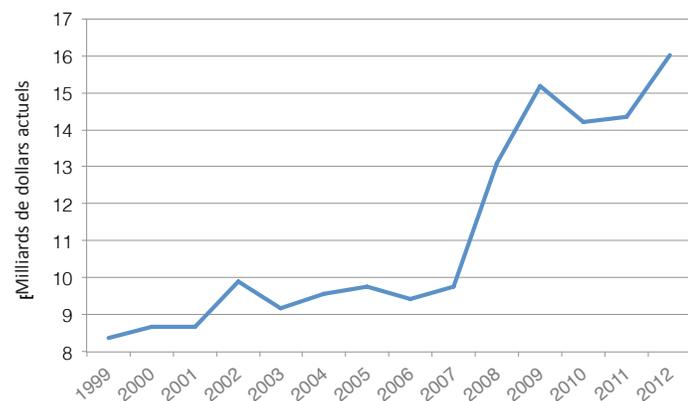


Figure A4. Investissement direct à l'étranger, fabrication alimentaire, tous les pays (SCIAN 311).

La hausse la plus marquée de l'IDE en FA provenait des USA (Figure A5). Stable à environ \$6 milliards de 1999 à 2007, l'IDE des USA a connu une forte hausse dans les \$8 à \$10 milliards après 2008 pour enfin se stabiliser à ce niveau. L'UE a aussi augmenté l'IDE au Canada, passant graduellement de \$2 milliards en début de période à près de \$6 milliards en 2012.

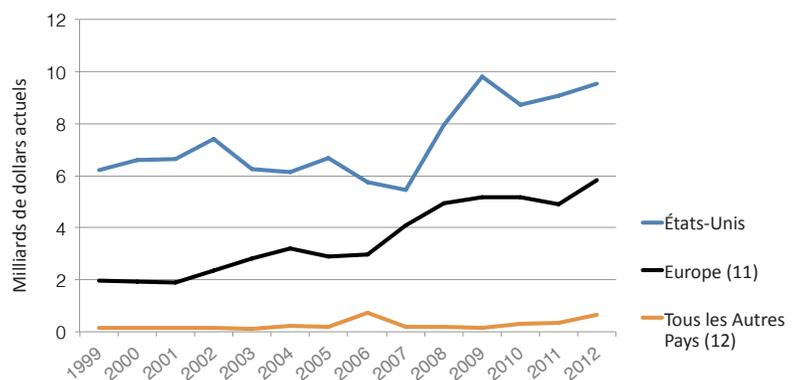


Figure A5. Investissement direct à l'étranger, fabrication alimentaire (SCIAN 311).

Le figure A6 illustre la part d'IDE en FA par rapport à l'IDE pour l'EIM et pour TIC. L'IDE en FA est demeuré stable à environ 8% de l'IDE en EIM pendant toute la période. De même, l'IDE en FA représentait 2-3% de l'IDE pour TIC pour ensuite marquer un lent repli au cours de la période.

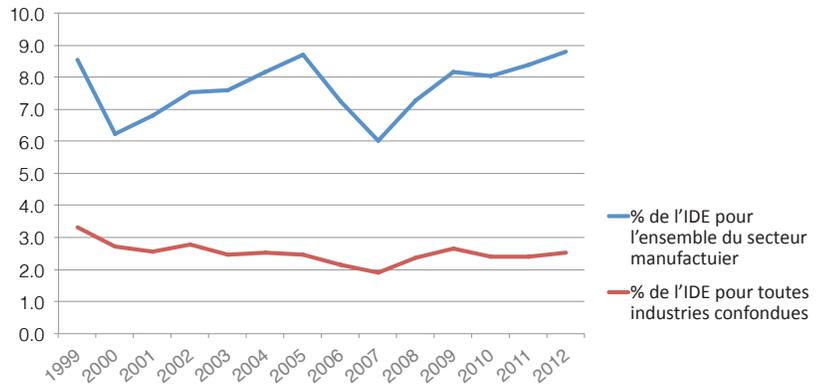


Figure A6. Part en % l'IDE en fabrication alimentaire par rapport à l'IDE pour l'ensemble de l'industrie manufacturière et toutes industries confondues.

3. Investissement direct

À partir des tableaux ci-devant, il est possible d'illustrer le niveau d'investissement direct, soit l'IDE moins l'ICE. Le figure A7 indique que l'investissement net au Canada était positif mais en recul de 1999 à 2006, passant d'environ \$6 milliards à moins de \$3 milliards. Par la suite, l'investissement net a cru rapidement au niveau des \$7 à \$8 milliards de 1999 à 2012.

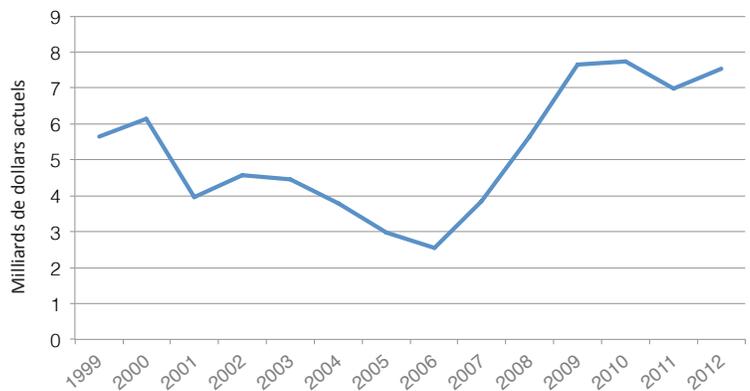


Figure A7. IDE moins ICE, fabrication alimentaire, tous les pays (SCIAN 311).

Au Figure A8, le déclin illustré des années du début tenait en grande partie au recul de l'IDE provenant des USA, suivi d'une hausse rapide de ce même investissement après 2006. Quant à l'UE, il y a eu croissance graduelle de l'investissement net allant de \$1 à \$1,5 milliard en 1999 à environ \$5 milliards de 2010 à 2012.

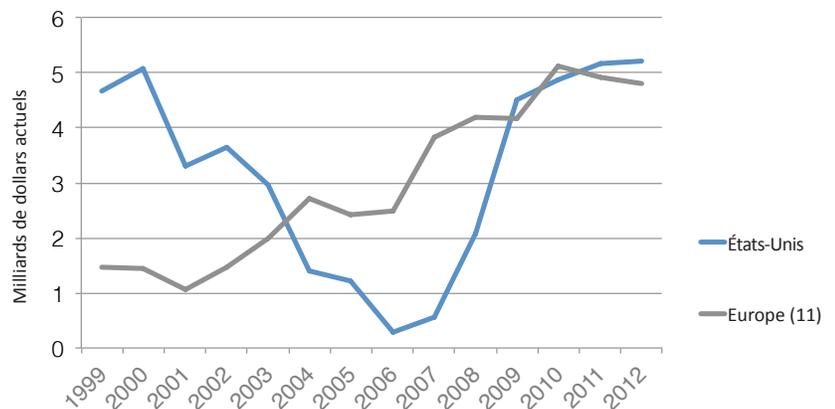


Figure A8. IDE moins ICE, fabrication alimentaire, par régions.

Le figure A9 illustre la hausse graduelle à la fois de l'IDE et de l'ICE, l'IDE comptant pour près du double de l'ICE pendant toute la période.

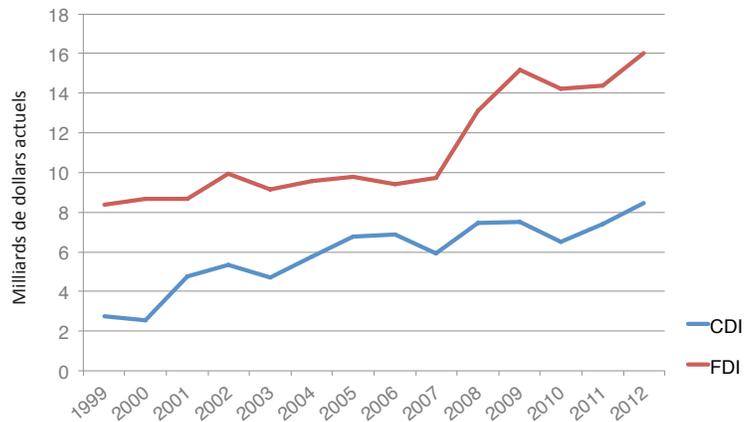


Figure A9. IDE et ICE, fabrication alimentaire, tous les pays.

Le figure A10 présente la même information pour les USA uniquement, encore une fois illustrant la hausse récente de l'IDE des USA au Canada, ainsi que le recul de l'ICE aux USA. Cela témoigne de la diversité croissante de l'ICE et le déclin de l'ICE aux USA au cours des dernières années.

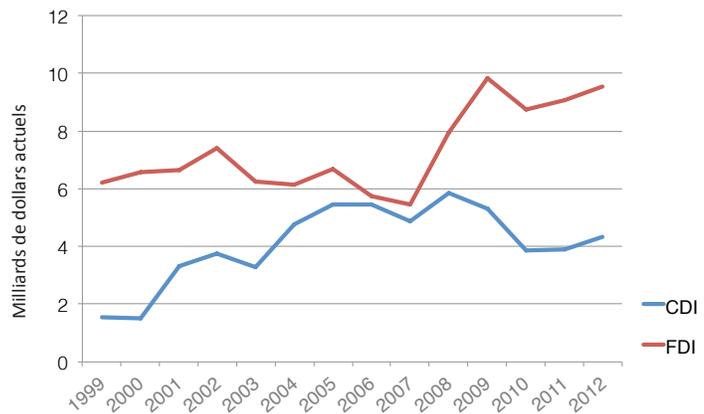


Figure A10. IDE et ICE, fabrication alimentaire, USA.

Le figure A11 indique que l'IDE en FA provenant de l'UE a augmenté rapidement, surtout à compter de 2006. L'ICE en UE, par contre, stagne à \$1 milliard ou moins depuis plusieurs années. De toute évidence, les entreprises canadiennes n'ont pas encore entrepris de repenser leurs investissements en fonction de l'issu prochain de l'accord global de libre échange entre le Canada et l'Union Européenne.

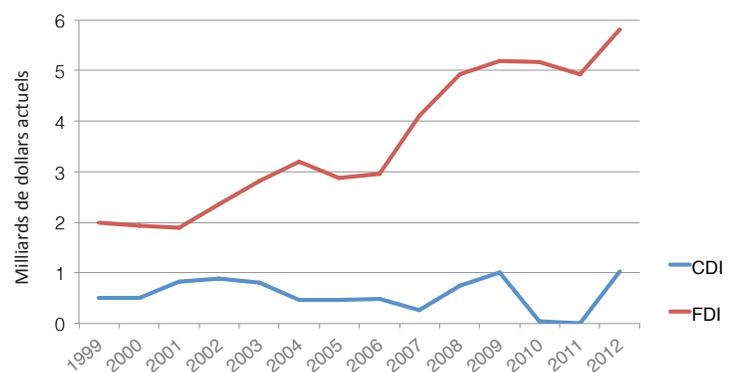


Figure A11. IDE et ICE, fabrication alimentaire, Europe.

Bien que des tableaux détaillés des données du secteur des boissons et du tabac ne

soient pas présentés, le figure A12 illustre l'ensemble des données de l'IDE moins l'ICE pour ce secteur. Bien que l'investissement net était élevé de 2000 à 2002, il a rapidement régressé pour passer d'environ \$16 milliards en 2002 à environ \$2 à \$4 milliards de 2006 à 2012.

4. Investissement

La présente section examine l'investissement annuel en fabrication alimentaire (FA) au Canada, ainsi que le capital-actions détenu au Canada. Les données sur l'investissement sont annuelles alors que celles sur le capital-actions représentent la valeur cumulative des investissements au gré du temps. Le figure A13 illustre l'investissement annuel en FA au Canada qui est passé de \$700 millions à environ \$2 milliards de 1980 à 2012. Les chiffres varient quelque peu d'une année à l'autre y compris deux périodes de stabilité relative : du milieu des années 80 à celui des années 90, et aussi de 2003 à 2007.

Le figure A14 ventile l'investissement en 4 éléments : bâtiments, ingénierie, machines et matériel (M&M) et actifs intellectuels. L'élément M&M compte pour 65% à 75% de tous les investissements. Bien qu'au départ moins importante, la part des actifs intellectuels marque une hausse graduelle, passant de moins de \$50 millions à \$300 millions au cours de la période. L'ingénierie est de loin la part la plus faible de l'investissement. L'investissement en bâtiments demeure stable sur toute la période et se situe à environ \$200 millions annuellement. Il en résulte que l'investissement annuel est dans une large mesure consacré à la mise à niveau ou l'acquisition de M&M et qu'une part infime est consacré à la construction de nouveaux bâtiments ou à des projets nouveaux.



Figure A12. IDE moins ICE, boissons et tabac, tous les pays.

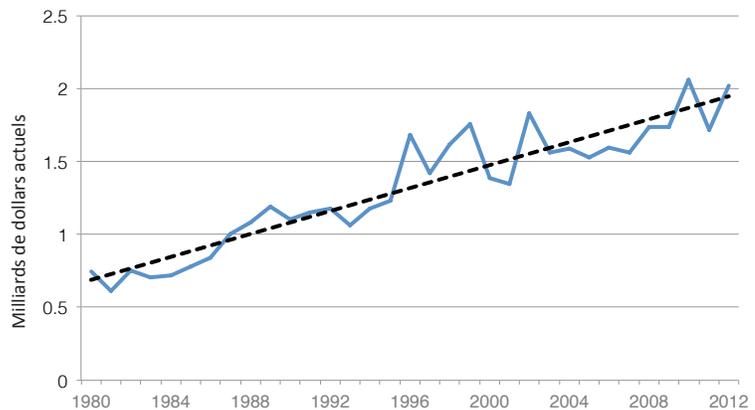


Figure A13. Total de l'investissement en capital en fabrication alimentaire.

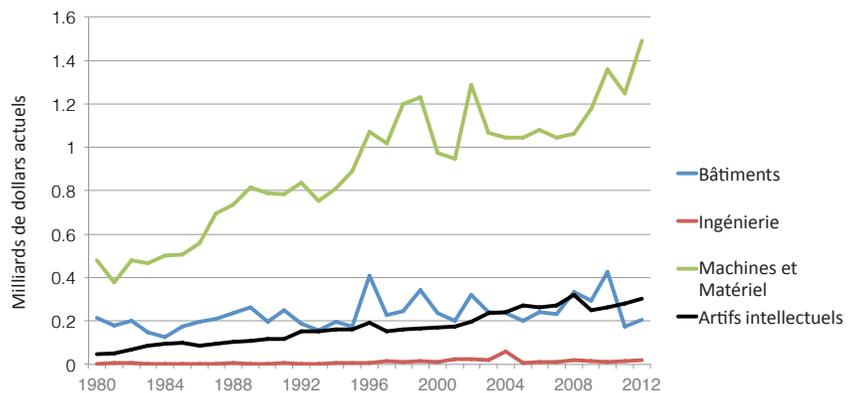


Figure A14. Investissement en capital en fabrication alimentaire par type d'investissement.

5. Capital-actions

Le figure A15 illustre la valeur cumulative du capital-actions en FA en dollars courants et en valeur comptable, ou coût. Il présente une accumulation graduelle, presque linéaire, de 1980 à 2002. Par la suite, la croissance est nulle ou sporadique.

Le figure A16 est une ventilation des divers éléments du capital-actions. Les éléments M&M et bâtiments sont les plus importants. Le capital-actions en M&M croît graduellement de \$4,5 milliards à \$8 milliards de 1980 à 1991, et augmente rapidement par la suite pour atteindre les \$16 milliards en 2002. Après coup, le capital-actions en M&M recule et se stabilise à environ \$14 milliards.

Le capital-actions en bâtiments passe d'environ \$4 milliards en 1980 à \$13,5 milliards en 2008. Par la suite, le capital-actions en bâtiments régresse pour se situer autour des \$12,5 à \$13 milliards.

Le capital-actions en ingénierie et actifs intellectuels, bien qu'infime au début, connaît une hausse graduelle, presque linéaire, sur toute la période.

Le figure A17 présente le capital-actions net amorti suivant la méthode d'amortissement linéaire. Le modèle est plus ou moins similaire au capital-actions non amorti. La valeur totale du capital-actions est pratiquement stable autour des \$13 à \$13,5 milliards depuis 2002, ce qui représente moins de 50% du capital-actions original.

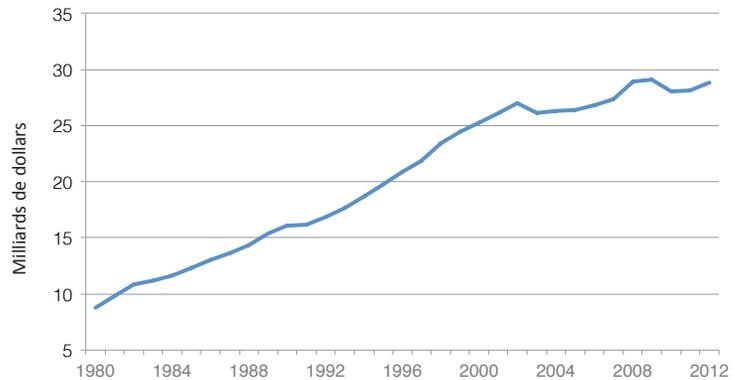


Figure A15. Capital-actions brut en clôture d'année, fabrication alimentaire.

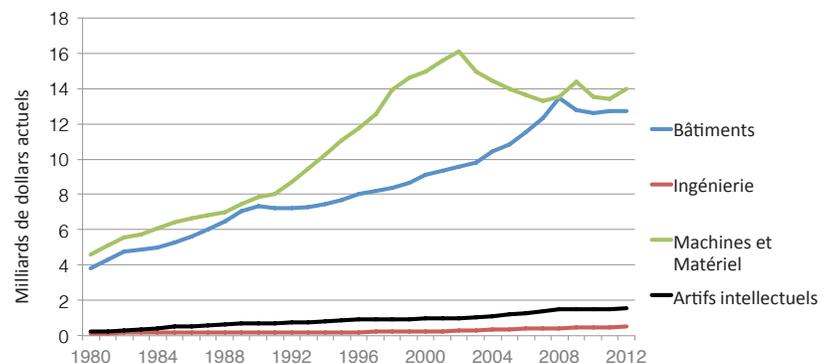


Figure A16. Capital-actions brut en clôture d'année, fabrication alimentaire.

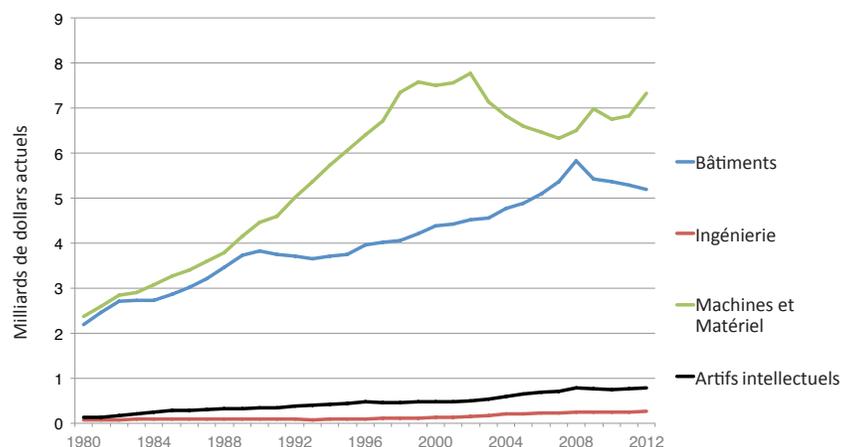


Figure A17. Capital-actions amorti en ligne droite en clôture d'année, fabrication alimentaire.

Le figure A18 présente l'investissement en capital immobilier moins l'amortissement linéaire de celui-ci. Bien qu'il varie d'une année à l'autre, il marque une forte tendance à la chute et à des valeurs négatives à compter du milieu des années 90. Ceci dénote que l'amortissement a dépassé l'investissement de capital en bâtiments pendant plusieurs années et qu'il n'y a très peu ou pas de nouvel investissement en actifs immobiliers.

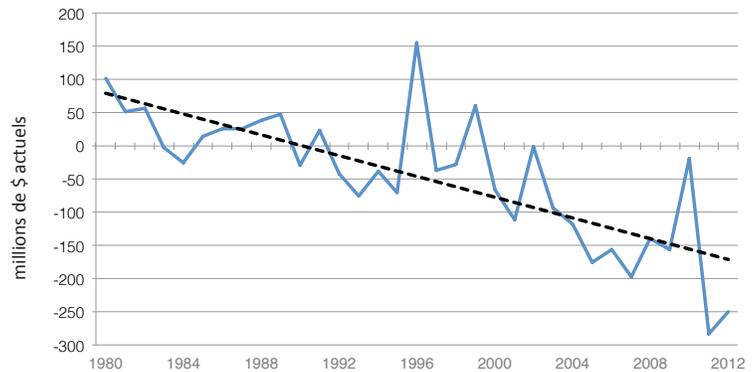


Figure A18. Investissement en capital moins l'amortissement en ligne droite, Bâtiments, fabrication alimentaire.

Le figure A19 présente l'investissement de capital en M&M moins l'amortissement linéaire. On y note 4 périodes distinctes de 1980 à 2012. De 1980 à 1986, les valeurs sont négatives, ce qui indique un investissement négatif en M&M, suivi d'une période d'investissement net positif de 1987 à 2000. Il y eu une autre période négative de 2001 à 2009, suivie de nouveau d'une période d'investissement net positif par la suite.

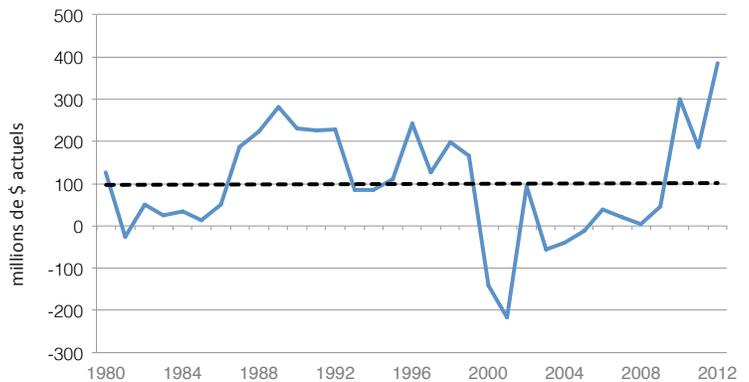


Figure A19. Investissement en capital moins l'amortissement en ligne droite, Machines et Matériels, fabrication alimentaire.

Le figure A20 illustre un investissement net décroissant à compter de 2000 environ et qui s'est clairement détérioré au cours des 10 années suivantes. Le retour à un investissement net positif en 2010 et 2012, presque entièrement consacré aux M&M, porte à croire qu'avec un investissement net soutenu, le déclin de la balance commerciale pourrait être stoppé. Ce qui est moins encourageant est le fait que l'investissement net en bâtiments semble poursuivre sa chute, ce qui pourrait annuler l'effet positif des gains récents en M&M.

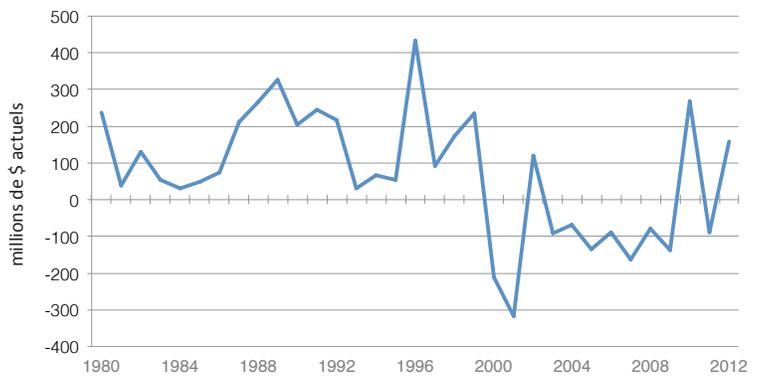


Figure A20. Investissement en capital moins l'amortissement, fabrication alimentaire.

Provenance des données

Les données utilisées sont tirées du « Tableau 376-0052, Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) et la région, annuelles (dollars x 1,000,000) » pour les années 1999 à 2012 aux fins de l'analyse des IDE et ICE. Bien que les tableaux CANSIM incluent une ventilation de l'IDE et de l'ICE par région du monde, dans plusieurs cas les détails ne sont pas disponibles pour certaines régions sur une base régulière pour toutes les années pour cause de confidentialité. Par conséquent, seules les régions disposant de données suffisantes au cours de la période visée sont incluses dans les tableaux. Ces cinq régions sont : USA, Autres Amérique, Asie et Océanie, Europe, et Autres Pays. Pour l'ICE, seules les données pour les USA, l'Europe et Autres Amérique sont disponibles, alors que pour l'IDE, seules les données pour les USA, l'Europe, et l'Asie et l'Océanie sont incluses.

L'information relative au capital-actions et à l'amortissement est tirée du « Tableau 031-0002, Flux et stocks de capital fixe non résidentiel, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) et la région, annuelles (dollars x 1,000,000) » pour les années 1980 à 2012. Ces données ont été téléchargées à partir des tableaux CANSIM de Statistique Canada sur une période allant du 24 janvier au 10 février 2014. Pour ces tableaux, l'information est disponible pour l'Investissement et le Capital-actions brut en clôture d'année, et l'amortissement a été calculé selon trois méthodes : ligne droite, hyperbolique (décalée) et géométrique (infini). Pour toutes ces données, les valeurs sont ventilées de façon plus détaillée pour les Bâtiments, l'Ingénierie, les Machines et Matériel, et les Actifs Intellectuels.

Pour ces deux jeux de données, la fabrication alimentaire utilise la catégorie SCIAN 311, et la fabrication de boissons utilise la catégorie SCIAN 312.

Pour ce qui est la balance commerciale, les données provenait de Statistique Canada, Données commerciales en ligne, consultées à maintes reprises jusqu'au 31 mars 2014. Toutes les données portent sur SH IV (16-23), à l'exclusion du Tabac et Produits du tabac SH IV 24.